

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1996-1997 (*)

6 FÉVRIER 1997

PROJET DE LOI

**modifiant la loi du 14 juillet 1991
sur les pratiques du commerce
et sur l'information et la protection
du consommateur**

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DE
L'ECONOMIE, DE LA POLITIQUE
SCIENTIFIQUE, DE L'EDUCATION,
DES INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET
CULTURELLES NATIONALES, DES CLASSES
MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE (1)

PAR
MME Simonne CREYF

(1) Composition de la commission :

Président : M. Ansoms.

A. — Titulaires :

C.V.P. M. Ansoms, Mme Creyf,
MM. Moors, Willems.
P.S. MM. Demotte, Larcier,
Toussaint.
V.L.D. MM. De Grauwe, Lano, van
den Abeelen.
S.P. MM. De Richter, Verstraeten.
P.R.L.- MM. Clerfayt, Hotermans.
F.D.F.
P.S.C. M. Mairesse.
Vl. M. Van den Broeck.
Blok
Agalev/M. Deleuze.
Ecolo

B. — Suppléants :

MM. Cauwenberghs, De Crem,
Mme Gardeyn-Debever, MM. Pieters
(D.), Vermeulen.
Mme Burgeon, MM. Delizée, Dighneef,
Moock.
MM. Desimpel, Smets, Van Aperen,
Van Belle.
MM. Bartholomeeussen, Cuyt,
Schoeters.
MM. Denis, Seghin, Wauthier.
MM. Arens, Fournaux.
MM. Geraerts, Lowie.
MM. Tavernier, Wauters.

C. — Membre sans voix délibérative :

V.U. M. Van Hoorebeke.

Voir :

- 830 - 96 / 97 :

— N° 1 : Projet de loi.

(*) Troisième session de la 49^e législature.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1996-1997 (*)

6 FEBRUARI 1997

WETSONTWERP

**tot wijziging van de wet van
14 juli 1991 betreffende de
handelspraktijken en de voorlichting
en bescherming van de consument**

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR
HET BEDRIJFSLEVEN, HET
WETENSCHAPSBELEID, HET ONDERWIJS,
DE NATIONALE WETENSCHAPPELIJKE
EN CULTURELE INSTELLINGEN, DE
MIDDENSTAND EN DE LANDBOUW (1)

UITGEBRACHT DOOR MEVROUW
Simonne CREYF

(1) Samenstelling van de commissie :

Voorzitter : de heer Ansoms.

A. — Vaste leden :

C.V.P. H. Ansoms, Mevr. Creyf,
HH. Moors, Willems.
P.S. HH. Demotte, Larcier,
Toussaint.
V.L.D. HH. De Grauwe, Lano, van
den Abeelen.
S.P. HH. De Richter, Verstraeten.
P.R.L.- HH. Clerfayt, Hotermans.
F.D.F.
P.S.C. H. Mairesse.
Vl. H. Van den Broeck.
Blok
Agalev/H. Deleuze.
Ecolo

B. — Plaatsvervangers :

HH. Cauwenberghs, De Crem,
Mevr. Gardeyn-Debever, HH. Pieters
(D.), Vermeulen.
Mevr. Burgeon, HH. Delizée, Dighneef,
Moock.
HH. Desimpel, Smets, Van Aperen,
Van Belle.
HH. Bartholomeeussen, Cuyt,
Schoeters.
HH. Denis, Seghin, Wauthier.
HH. Arens, Fournaux.
HH. Geraerts, Lowie.
HH. Tavernier, Wauters.

C. — Niet-stemgerechtigd lid :

V.U. H. Van Hoorebeke.

Zie :

- 830 - 96 / 97 :

— N° 1 : Wetsontwerp.

(*) Derde zitting van de 49^e zittingsperiode.

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre commission a examiné ce projet de loi au cours de sa réunion du 28 janvier 1997.

**I. — EXPOSE INTRODUCTIF
DU VICE-PREMIER MINISTRE
ET MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES TELECOMMUNICATIONS**

Mesdames, Messieurs,

Le présent projet de loi vise à modifier la section 11 de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur.

Cette section comporte des dispositions destinées à protéger le consommateur lors de ventes de produits ou services :

- à la résidence ou au lieu de travail du consommateur;
- pendant une excursion organisée par ou pour le vendeur;
- dans les salons, foires et expositions.

Elle transpose la directive CEE du 20 décembre 1985 concernant la protection des consommateurs dans le cas de contrats négociés en dehors des établissements commerciaux.

Les mesures de protection sont les suivantes.

Les ventes visées doivent tout d'abord, et ce sous peine de nullité, faire l'objet d'un contrat écrit, comportant un certain nombre de mentions énumérées à l'article 88 de la loi.

Ensuite, un délai de réflexion de sept jours, à compter de la signature du contrat, est octroyé au consommateur pour lui permettre de réfléchir et, le cas échéant, de renoncer à son achat.

En 1991, le législateur avait estimé qu'en cas de contrat portant sur l'achat d'un service, la faculté, pour le consommateur, de renoncer audit contrat devait être supprimée, lorsque le service avait été presté avant que le consommateur n'ait manifesté son intention de renoncer à l'achat.

Cette exception est ainsi prévue à l'article 89, alinéa 3.

Par un avis motivé du 16 novembre 1993, la Commission européenne a estimé qu'en raison de cette exception, la Belgique avait transposé la directive de manière incorrecte. L'article 5, § 1^{er}, de la directive ne prévoit, en effet, aucune exception de ce genre.

Le présent projet abroge dès lors l'alinéa 3 de l'article 89 de la loi.

Afin de respecter l'esprit de la directive et de rester pragmatique, cette abrogation est assortie d'une interdiction de prêter les services dans les conditions

DAMES EN HEREN,

Uw commissie heeft dit wetsontwerp besproken op dinsdag 28 januari 1997.

**I. — INLEIDENDE UITEENZETTING
VAN DE VICE-EERSTE MINISTER
EN MINISTER VAN ECONOMIE
EN TELECOMMUNICATIE**

Dames en Heren,

Dit wetsontwerp beoogt de wijziging van afdeling 11 van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument.

Deze afdeling bevat bepalingen die bestemd zijn om de consument te beschermen bij de verkoop van producten of diensten :

- ten huize of op de arbeidsplaats van de consument;
- tijdens een door of voor de verkoper georganiseerde excursie;
- op salons, beurzen en tentoonstellingen.

Zij zet de EEG-richtlijn van 20 december 1985 om, inzake de bescherming van de consumenten bij buiten verkoopruimten gesloten overeenkomsten.

De beschermingsmaatregelen zijn de volgende.

De bedoelde verkopen moeten in de eerste plaats, en dit op straffe van nietigheid, het voorwerp uitmaken van een geschreven overeenkomst, dat een bepaald aantal vermeldingen omvat, zoals opgesomd in artikel 88 van de wet.

Vervolgens wordt een bedenktijd van zeven dagen, te rekenen van de ondertekening van de overeenkomst, toegekend aan de consument om hem in staat te stellen na te denken, en desnoods af te zien van zijn aankoop.

De wetgever had in 1991 geoordeeld dat ingeval van overeenkomst die slaat op de aankoop van een dienst, voor de consument de mogelijkheid moest geschrapt worden om af te zien van deze overeenkomst, wanneer de dienst werd verleend vooraleer de consument zijn voornemen om van de aankoop af te zien heeft bekendgemaakt.

Zo werd in deze uitzondering voorzien in artikel 89, derde lid.

De Europese Gemeenschap heeft door een met redenen omkleed advies van 16 november 1993 geoordeeld dat, omwille van deze uitzondering, België de richtlijn onjuist had omgezet. Artikel 5, § 1, van de richtlijn voorziet inderdaad in geen enkele uitzondering van die aard.

Dit ontwerp heft bijgevolg het derde lid op van artikel 89 van de wet.

Teneinde de geest van de richtlijn te eerbiedigen en pragmatisch te blijven, gaat deze opheffing gepaard met een verbod diensten te verlenen onder de

visées à l'article 86 de la loi, avant l'écoulement du délai de réflexion.

Le projet prévoit également une augmentation de la durée du délai de réflexion pour les ventes visées à la section 11. Ce délai passe ainsi de sept à quatorze jours ouvrables. L'expérience démontre en effet que le consommateur doit bénéficier de solides protections à l'égard de ces ventes où son libre arbitre fait souvent défaut.

II. — DISCUSSION GENERALE

M. Hotermans fait part, au nom de son groupe, de son adhésion sans réserve au projet de loi à l'examen. L'intervenant aborde ensuite la question des ventes pratiquées dans le secteur du time-sharing. Ces ventes de résidences de vacances s'effectuent en effet pratiquement toujours en dehors de l'établissement du vendeur. Les techniques de vente utilisées sont souvent illicites.

L'intervenant a connaissance d'un certain nombre de cas personnels dramatiques dans lesquels l'acheteur a dilapidé le patrimoine familial tout entier.

En ce qui concerne l'article 2, *votre rapporteuse* estime également que le consommateur est d'autant mieux en mesure d'évaluer l'opportunité d'effectuer un achat qu'il a rassemblé une grande quantité d'informations utiles.

Mais il faut reconnaître, d'autre part, que l'on s'est accoutumé, dans notre pays, au délai de réflexion de sept jours ouvrables, ainsi que l'atteste notamment le fait qu'aucune demande de prolongation de ce délai n'a jamais été formulée par les consommateurs. De plus, le délai de quatorze jours ouvrables n'est pas imposé par la directive concernée. Il serait également utile d'examiner comment cette règle a été formulée dans les pays voisins. Nous pourrions en outre solliciter l'avis du Conseil de la Consommation. Toujours en ce qui concerne l'article 3, on peut se demander si les petits services prestés à domicile, dont le prix est inférieur à une certaine limite, ne devraient pas être exclus du champ d'application de cette disposition. L'intervenante juge par exemple grotesque de prévoir un délai de réflexion de quatorze jours pour les services d'un rémouleur ou d'un laveur de vitres. Etant donné qu'un montant de 60 écus est mentionné dans la directive 85/577/CEE, on pourrait fixer ce montant limite à 2 400 francs ou laisser cette question à l'appréciation du Roi.

L'intervenante conclut que la rigidité excessive d'une réglementation s'avère souvent plus préjudiciable que favorable au consommateur.

M. Jean-Pierre Viseur se pose des questions en ce qui concerne le champ d'application de cette section de la loi sur les pratiques du commerce. Il estime que la distinction faite entre la vente de produits et la vente de services est parfois confuse, par exemple dans le cas d'un marchand de téléviseurs qui effectue également des réparations sur ces appareils.

voorwaarden bedoeld in artikel 86 van de wet, vóór het verstrijken van deze bedenkttermijn.

Het ontwerp voorziet eveneens in een verlenging van de bedenkttermijn voor de verkopen bedoeld in afdeling 11. Deze termijn wordt dus van zeven op veertien werkdagen gebracht. De ervaring leert immers dat de consument een degelijke bescherming moet genieten ten overstaan van deze verkopen waarbij hij zijn vrije wil vaak niet kan uiten.

II. — ALGEMENE BESPREKING

De heer Hotermans spreekt namens zijn fractie zijn volledige instemming uit met voorliggend wetsontwerp. In het kader van deze bespreking gaat de spreker in op de verkopen in de sector van de zogenaamde « Time-sharing ». Deze verkoop van vakantieverblijven gebeurt immers ook praktisch altijd buiten de onderneming van de verkoper. De gehanteerde verkoopstechnieken zijn vaak ongeoorloofd.

De spreker kent met name zelf een aantal tragische persoonlijke gevallen, waarbij de koper op die manier het gehele patrimonium van het gezin heeft verspeeld.

Uw rapporteur onderschrijft, wat artikel 2 betreft, dat, hoe meer nuttige informatie de consument heeft verzameld, hoe beter hij de aankoop kan evalueren.

Anderzijds dient men toch toe te geven dat de bedenktijd van 7 werkdagen in ons land ondertussen is ingeburgerd. Bewijs hiervan is onder meer dat er vanuit consumentenhoek nooit enig verzoek werd geformuleerd om deze termijn te verlengen. Bovendien wordt de termijn van 14 werkdagen evenmin opgelegd door de betrokken richtlijn. Men zou ook moeten nagaan hoe dit in de ons omringende landen werd geformuleerd. Men zou voorts het advies van de Raad voor het Verbruik kunnen vragen. In verband met artikel 3, kan men zich afvragen of kleine diensten, waarvan de prijs onder een bepaald grensbedrag valt, hier niet van de toepassing moeten worden uitgesloten. Zo lijkt het de spreekster grotesk om bijvoorbeeld voor de diensten van een scharenslijper of een ruitenwasser een bedenktijd van 14 dagen te voorzien. Omdat Richtlijn 85/577/EEG van een grensbedrag van 60 ECU spreekt, zou men dit op 2 400 frank kunnen stellen of nog dit aan de Koning overlaten.

De spreekster besluit dat te grote rigiditeit in de regelgeving vaak eerder in het nadeel dan in het voordeel van de consument speelt.

De heer Jean-Pierre Viseur heeft vragen over het toepassingsgebied van deze afdeling van de wet op de handelspraktijken. Hij meent dat het onderscheid soms onduidelijk is tussen de verkoop van produkten en die van diensten, bijvoorbeeld bij een verkoper van televisietoestellen die eveneens herstellingswerkzaamheden uitvoert aan dergelijke toestellen.

Le vice-premier ministre renvoie à l'article 86, qui définit le champ d'application de cette section. Les ventes à la résidence du consommateur ainsi qu'à son lieu de travail échappent à l'application de la section 11 lorsque le consommateur a demandé de façon expresse et préalable la visite du vendeur, en vue de négocier l'achat du produit ou service (article 87, a). L'exemple donné par M. Viseur — réparations ou dépannages — ne relève pas de cette disposition. Ce type de service fait en effet normalement l'objet d'une demande préalable du consommateur. La philosophie du projet de loi consiste à considérer que la vente de porte à porte doit être réglementée de manière sévère (article 86, § 1^{er}, 1°, de la loi du 14 juillet 1991), c'est-à-dire dans l'intérêt du consommateur. Ce sont d'ailleurs généralement les consommateurs appartenant aux milieux les moins favorisés qui sont concernés par ce type de ventes, et victimes des pratiques abusives.

En ce qui concerne le time-sharing, il indique que le Conseil des ministres a approuvé, en la matière, le 24 janvier 1997, un avant-projet de loi transposant une directive européenne. La principale protection contenue dans ce projet réside en un délai de réflexion de quinze jours ouvrables. Il convient de garder à l'esprit que la loi belge ne sera applicable dans de tels cas que pour autant que les démarches soient effectuées ou que le contrat soit conclu sur notre territoire.

La réglementation européenne étend de toute façon son champ d'application aux quinze Etats membres de l'Union européenne. L'on sait également que ces ventes sont souvent réalisées dans les lieux de vacances concernés, situés dans des pays exotiques non membres de l'Union européenne.

Le vice-premier ministre répond à Mme Creyf que le délai de quatorze jours ouvrables n'est effectivement pas imposé par la directive, mais qu'il s'agit d'un choix politique fait par le Gouvernement sur la base des motifs mentionnés dans l'exposé (Doc. 830/1, p. 2). Il se dit prêt, le cas échéant, à réduire ce délai par exemple à dix jours.

Il souligne également que chacun sait que les organisations de consommateurs sont partisans d'une interdiction pure et simple des ventes de porte à porte. Le vice-premier ministre juge moins opportun de fixer un montant limite à l'article 3, étant donné qu'il s'agit précisément de services qui sont généralement prestés pour un montant modique. Même à l'égard des services d'un coût réduit, les consommateurs, et surtout les consommateurs modestes, doivent bénéficier de la protection offerte par la loi, dès lors qu'ils n'ont pas formulé de demande préalable.

*
* *

Mme Creyf souligne que la directive concernée impose un délai de réflexion d'« au moins sept jours », tandis que notre législation actuelle (loi du 14 juillet

De vice-eerste minister verwijst naar artikel 86, dat het toepassingsgebied van deze afdeling bepaalt. De verkoper ten huize of op de arbeidsplaats van de consument vallen niet onder de toepassing van afdeling 11 indien de consument uitdrukkelijk en vooraf om het bezoek van de verkoper heeft verzocht om te onderhandelen over de verkoop van het product of de dienst (artikel 87, a). Het door de heer Viseur gegeven voorbeeld — herstellingen of reparaties — valt hier niet onder. Dat type van diensten wordt normaal vooraf door de consument gevraagd. De filosofie van het wetsontwerp bestaat in de opvatting dat de huis-aan-huis-verkoop (artikel 86, § 1, 1°, van de wet van 14 juli 1991) streng dient gereguleerd te worden, dat wil zeggen in het voordeel van de consumenten. Bij dergelijke verkopen situeert de consument zich trouwens veelal in de minder gegoede milieus, die vaak het slachtoffer worden van oneerlijke praktijken.

Wat « Time-sharing » aangaat, deelt hij mee dat de Ministerraad op 24 januari 1997 een voorontwerp van wet terzake heeft goedgekeurd, dat een Europese richtlijn omzet. De voornaamste in dat voorontwerp vervatte maatregel bestaat in de invoering van een bedenktijd van vijftien werkdagen. Men dient goed voor ogen te houden dat de Belgische wet hier alleen geldt als de démarches gebeuren of het contract wordt gesloten op ons grondgebied.

De Europese regelgeving zou dit toepassingsgebied alleszins al uitbreiden tot de 15 EU-Lidstaten. Ook is bekend dat die verkopen vooral plaatsvinden in de betrokken — vaak exotische — vakantieoordelen zelf die geen lid zijn van de Europese Unie.

Ten aanzien van mevrouw Creyf antwoordt de vice-eerste minister dat de termijn van 14 werkdagen inderdaad niet wordt opgelegd door de richtlijn, maar een politieke keuze van de regering is, op basis van de in de toelichting vermelde motieven (Stuk n° 830/1, blz. 2). Hij is in voorkomend geval bereid deze termijn in te korten tot bijvoorbeeld 10 dagen.

Ook wijst hij erop dat het toch algemeen geweten is dat de consumentenorganisaties eigenlijk zelfs voorstander zijn van een verbod zonder meer op huis-aan-huis-verkopen. Het invoeren van een grensbedrag in artikel 3 ten slotte lijkt de vice-eerste minister minder opportuun, vermits het bij de verkoop van dergelijke diensten vaak juist gaat om kleine bedragen. Zelfs ten opzichte van goedkopere diensten moeten de consumenten en vooral de minder gegoede consumenten, de bescherming van de wet kunnen genieten, vooral daar ze geen voorafgaande vraag hebben geformuleerd.

*
* *

Mevrouw Creyf onderstreept dat de betrokken richtlijn een bedenktijd van « minstens 7 dagen » oplegt, terwijl onze actuele wetgeving (wet van 14 juli

1991, articles 88-90) prévoit « sept jours ouvrables », soit un délai incontestablement conforme à celui prescrit par la directive (et même plus strict). Elle comprend cependant les motifs du gouvernement et se dit prête à accepter quatorze jours ouvrables, ainsi que la non-fixation d'un montant limite à l'article 3.

III. — DISCUSSION DES ARTICLES

Les articles ne donnent lieu à aucune observation.

*
* *

Les articles 1^{er} à 4, ainsi que l'ensemble du projet de loi, sont ensuite adoptés à l'unanimité.

La rapporteuse,

S. CREYF

Le président,

J. ANSOMS

1991, artikelen 88-90) « 7 weekdays » voorziet, hetgeen dus zeker conform is aan — en zelfs strenger dan — de richtlijn. Zij heeft echter begrip voor de motieven van de regering en is bereid 14 werkdagen te aanvaarden, evenals het niet-invoeren van een grensbedrag in artikel 3.

III. — ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING

Bij de artikelen worden verder geen opmerkingen gemaakt.

*
* *

De artikelen 1 tot 4, evenals het gehele wetsontwerp, worden vervolgens eenparig aangenomen.

De rapporteur,

S. CREYF

De voorzitter,

J. ANSOMS